

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 01 MARS 2011

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

Arrivée de Madame Francine ROBETTE-DELPUTTE au point n°23.

La Présidente excuse Monsieur BREUSE.

Avant de débiter la séance, la Présidente demande au Conseil communal de retirer les points 3 et 4 de l'ordre du jour.

Elle demande également pour les points 24, 25, 26 et 27 de remplacer le terme approbation par **ratification**.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 25 JANVIER 2011 **- PARTIE PUBLIQUE**

Madame SENECAUT demande de remplacer au point 9 du procès-verbal du 25 janvier 2011, « et dans l'autre cas au vu d'un calcul rapide de la subvention annuelle les asbl sont tenues de faire la preuve du dépôt des comptes auprès de la Banque Nationale. » par « *Quelles sont les pièces comptables qui vont être réclamées à Dance Boxing, Functional Move ainsi que les autres organisateurs. L'avertissement-extrait de rôle pourrait éventuellement être réclamé dans la mesure où les honoraires perçus par l'organisateur doivent être déclarés à l'administration fiscale* ».

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 25 janvier 2011 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 10 FEVRIER 2011 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 10 février 2011, à savoir : 2.372.933,50€.

**3. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS
DE MASNUY-SAINT-JEAN – BUDGET 2011 - AVIS**

Ce point est supprimé.

**4. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION
ROUTIERE- ZONE 30 – QUARTIER DU BON AIR A ERBISOEUL**

Ce point est supprimé.

**5. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION
ROUTIERE – RUE DES MASNUY A MASNUY-SAINT-PIERRE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l’arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la délibération du conseil communal du 07 avril 2009, approuvée le 01 juillet 2009 ;

Considérant le rapport de visite du SPW du 26 octobre 2010 ;

Considérant que la mesure s’applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE : à l’unanimité

Article 1^{er}. – Dans la rue des Masnuy à Masnuy-Saint-Pierre :

- L’organisation du stationnement en totalité sur le large accotement existant le long des 334 et 336 est abrogée.
- Le stationnement est organisé en totalité sur le large accotement existant le long du n°336.
Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 2 -Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

6. JURIDIQUE – TARIFS POUR L'OCTROI D'UNE CONCESSION AVEC SEPULTURE – LISTE DE PRIX - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que les articles L1232-1 à L1232-31 relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Décret du Gouvernement Wallon du 6 mars 2009, modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Règlement communal des cimetières, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 novembre 2009 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 août 2010, modifiant le Règlement communal des cimetières ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 août 2010, modifiant le Règlement redevance sur les concessions et cellules de columbarium ;

Attendu que l'article 39 du Règlement communal des cimetières prévoit la possibilité, pour tout citoyen intéressé, de demander une concession sur un emplacement dont la concession n'a pas été renouvelée ou dont l'état d'abandon a été constaté;

Considérant que ce même article prévoit que ladite concession sera accordée par le Collège communal, aux prix et conditions particulières fixées par le Conseil communal, et que le prix fixé tiendra compte non seulement de la redevance pour la concession, mais également de l'estimation faite par le Conseil communal de la valeur de la sépulture concernée ;

Attendu qu'il est proposé au Conseil communal d'arrêter, en annexe à la présente, une liste de prix indicatifs qui lui permettra d'estimer, de manière systématique et objective, le prix de la sépulture, qui devra être ajouté au coût de la concession ;

Attendu qu'une fois adopté par le Conseil communal, ces tarifs seront soumis aux autorités de tutelle pour approbation ;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - D'adopter le présent tarif.

Article 2. - D'arrêter la liste de prix des sépultures, annexée à la présente délibération.

Article 3. - De soumettre pour approbation le présent tarif, avec son annexe, aux autorités de tutelle.

Article 4. - De fournir un exemplaire de ce tarif à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

7. JURIDIQUE – REGLEMENT GENERAL DE POLICE – ADAPTATIONS DU REGLEMENT - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu les articles 117 et 120 de l'Arrêté royal du 24 juin 1988 portant codification de la loi communale sous l'intitulé "Nouvelle Loi Communale";

Vu la Loi du 26 mai 1989 ratifiant l'arrêté royal du 24 juin 1988;

Vu l'article 2 de la Loi du 27 mai 1989 insérant un article 135 nouveau dans la loi communale;

Vu la Loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu les articles 119bis nouveau de la Loi communale, inséré par la loi du 13 mai 1999, et 135 § 2 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement Général de Police de la Commune de Jurbise, tel qu'approuvé par le Conseil communal en sa séance du 7 juin 2005 ;

Vu l'Arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes

Vu l'Arrêté royal du 25 avril 2007 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion des centraux d'alarme ;

Vu le Décret du 05 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement, et tout spécialement :

Vu l'Arrêté royal du 16 juillet 2009 fixant la liste des mammifères non détenus à des fins de production qui peuvent être détenus, et son annexe 1;

Vu le Règlement communal des cimetières de la Commune de Jurbise, arrêté par le Conseil communal en sa séance du 3 novembre 2009 ;

Considérant que diverses évolutions législatives, réglementaires et sociales rendent nécessaire et opportune une adaptation du Règlement Général de Police de la Commune de Jurbise;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver les adaptations apportées au Règlement Général de Police de la Commune de Jurbise.

Article 2. - De transmettre, pour information, un exemplaire du Règlement Général de Police adapté aux autres communes de la Zone de police Sylle et Dendre ainsi qu'à Monsieur le Chef de corps de la Zone, Monsieur le Capitaine-commandant ir du Service Incendie et à Monsieur le Procureur du Roi.

8. COMMISSION ENERGIE RENOUVELABLES – DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Attendu que la volonté a été exprimée, par certains membres du Conseil communal, de voir se concrétiser la création d'une Commission Energies renouvelables émanant du Conseil communal ;

Vu l'approbation, par le Conseil communal en sa séance du 25 janvier 2011, du règlement d'ordre intérieur de la Commission Energies renouvelables ;

Attendu qu'il s'avère désormais nécessaire de désigner les membres du Conseil communal qui siègeront au sein de cette Commission ;

Considérant qu'il est proposé que les membres soient désignés dans le respect de la composition politique du Conseil communal ;

APPROUVE : à l'unanimité

Article unique - de désigner les conseillers communaux suivants comme membre de la Commission Energies renouvelables :

- ***pour le groupe L.B.*** : GALANT J., LEURIDANT G., DUBOIS G., POTTIEZ P.,
ROBETTE-DELPUTTE F., DECAMPS P., VANDERKEL
A.,
- ***pour le groupe P.S.*** : SENECAUT M., DELHAYE-DEBAUQUE I.
- ***pour le groupe C.D.H.*** : MULLER L.
- **Monsieur Hallot, siégeant comme indépendant.**

9. PLAN DE COHESION SOCIALE – RAPPORT D'ACTIVITES 2010 – RAPPORT FINANCIER 2010 – PREVISIONS BUDGETAIRES 2011

Mademoiselle MORCRETTE intervient au nom du groupe CDH comme suit :

« Outre l'erreur soulevée et corrigée, lors de la consultation du dossier, du calcul du montant des frais d'acquisition d'un copieur justifié en investissement dans le cadre du PCS, nous désirons relever que les frais d'imprimerie du folder (925,65€) introduits dans le dossier n'ont pas de lien avec l'activité réalisée à la Maison de Quartier mais correspondent à la publication des résultats de l'enquête réalisée auprès des citoyens et distribuée en août.

Il en est de même des frais de port et d'envoi de 384,98€ relatifs à la distribution du Jurbi's-info en décembre.

Nous regrettons d'autant plus que ces factures n'ayant aucun lien avec la Maison de Quartier ont été introduites en dépenses dans le rapport pour justifier le subsidie avec le risque qu'elles soient refusées alors qu'il nous a été présenté, lors de la consultation des dossiers, 2 mandats pour les frais d'imprimerie et de distribution en mars (Réveil du foyer culturel de Masnuy) qui eux, n'ont pas été introduits dans le dossier financier.

Quel est le numéro du bâtiment où sont réalisées les différentes activités ? 18 ou 20 ? Des factures relatives à ces 2 numéros de maison sont introduites dans le rapport. Même le numéro 9000 !

Le coût de la location d'une cabine wc chimique est relativement élevé : 113,74€ pour 25 jours, soit 1.660,60€ pour 1 an. Des travaux sont-ils prévus aux toilettes existantes du Foyer culturel ?

Pourquoi ne pas avoir déduit les recettes relatives à la location des salles ? Le prix de location du foyer inclus pourtant l'électricité, l'eau et le chauffage.

Et les recettes générées par le projet, celles liées aux activités organisées dans le cadre de la Maison de Quartier ?

Remarque : Bien qu'ayant demandé les fiches relatives aux points APE des personnes subsidiées par le PCS (2010), j'ai reçu les points APE de 2009 ».

La Présidente prend bonne note des remarques de Mademoiselle MORCRETTE et s'explique sur les questions qui lui sont posées.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 22 Septembre 2009, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013;

Vu l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 16 Décembre 2009, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2011, au SPW – Direction interdépartementale de la Cohésion sociale – Secrétariat général, Place Joséphine Charlotte 2 à 5100 Jambes, le rapport d'activité 2010 ainsi que le rapport portant sur les prévisions budgétaires pour l'année 2011 ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2011, au SPW – Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé – Direction de l'Action sociale, Avenue Bovesse 100 à 5100 Jambes, le rapport financier 2010 accompagné des pièces justificatives ;

Vu le procès-verbal de réunion du 10 février 2011 de la Commission locale d'accompagnement, approuvant les rapports d'activité et financier pour l'année 2010, ainsi que les prévisions budgétaires pour l'année 2011 ;

Attendu qu'il a été proposé, au cours de la réunion susmentionnée, d'intégrer deux nouveaux membres à la Commission locale d'accompagnement en la personne de Mesdames Daphnée Discart et Isabelle Buelens (Mission régionale pour l'emploi – Mons Borinage) ;

DECIDE : par 17 voix pour et 2 abstentions

Article 1^{er}. – D'approuver le rapport d'activité 2010, le rapport financier 2010 ainsi que le rapport portant sur les prévisions budgétaires 2011.

Article 2. D'approuver l'intégration de Mesdames Daphnée Discart et Isabelle Buelens (Mission régionale pour l'emploi – Mons Borinage) dans la Commission locale d'accompagnement.

Article 3. – De faire parvenir au SPW, pour le 31 mars 2011 au plus tard, un extrait de la présente délibération ainsi que les rapports susmentionnés accompagnés des pièces justificatives.

10. TRAVAUX – MP 2011-02-SG-GU RELATIF A L'ACHAT D'ELEMENTS DE SIGNALISATION ROUTIERE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-02-SG-GU pour le marché "Achat d'éléments de signalisation routière" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.677,68 € hors TVA ou 10.500 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, articles 423/732-60 (n° de projet 20110013) et 423/741-52 (n° de projet 20110014), et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} - D'approuver la description technique N° 2011-02-SG-GU et le montant estimé du marché "Achat d'éléments de signalisation routière", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 8.677,68 € hors TVA ou 10.500 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, articles 423/732-60 (n° de projet 20110013) et 423/741-52 (n° de projet 20110014).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

Pour les points 11, 12 et 13 Madame SENECAUT souhaite savoir pourquoi ne pas avoir fait un marché unique de plusieurs lots.

L'Echevin des Travaux et la Présidente donnent les explications.

11. TRAVAUX – MP 2011-03-SG-GU RELATIF A L'ACHAT D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN FONTE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-03-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.404,95 € hors TVA ou 1.700 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} . - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-03-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.404,95 € hors TVA ou 1.700 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. TRAVAUX – MP 2011-04-SG-GU RELATIF A L'ACHAT D'ACCESSOIRES DE VOIRIE ET D'EGOUTTAGE EN BETON – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-04-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.396,69 € hors TVA ou 2.900 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1^{er}** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-04-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.396,69 € hors TVA ou 2.900 €, 21% TVA comprise.
- Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3.** - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007).
- Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

13. TRAVAUX – MP 2011-16-SG-GU RELATIF A L'ACHAT D'ACCESSOIRES DE VOIRIES ET D'EGOUTTAGES EN PVC – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-16-SG-GU relatif au marché “Fournitures d’accessoires de voiries et d’égouttages en PVC ” établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 1.487,60 € hors TVA ou 1.800,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu’il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu’au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l’administration n’est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu’elles n’engagent nullement l’administration ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l’unanimité

Article 1^{er} . - D’approuver le cahier spécial des charges N° 2011-16-SG-GU et le montant estimé du marché “Fournitures d’accessoires de voiries et d’égouttages en PVC ”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s’élève à 1.487,60 € hors TVA ou 1.800,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

14. TRAVAUX – MP 2011-05-SG-GU RELATIF A L’ACHAT DE MATERIAUX (BETON, SABLE, STABILISE, ...) POUR LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DES VOIRIES ET EGOUTTAGES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-05-SG-GU relatif au marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er}. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-05-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des

charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 € 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110007).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**15. TRAVAUX – MP 2011-21-SG-RP RELATIF A L'ACQUISITION D'UNE
EPANDEUSE D'EMULSION DE BITUME – MODE DE PASSATION,
CONDITIONS, CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET LISTE DES SOCIETES
A CONSULTER - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-21-SG-RP relatif au marché "Acquisition d'une épandeur d'émulsion de bitume" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 14.999,99 €, 21% TVA comprise;

Attendu qu'une promesse de subside d'un montant de 17.400 € maximum a été obtenue auprès du SPW – Direction générale opérationnelle « Routes et Bâtiments » - DG01 –

Département des Infrastructures subsidiées, dans le cadre de l'aide financière octroyée aux communes pour assurer la réparation et la propreté des voiries communales y compris les trottoirs et des infrastructures sportives ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que la date du 29 avril 2011 à 15.00 h est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration;

Attendu que la réalisation définitive de cette procédure de marché public, et l'achat qu'elle présuppose, restera conditionnée à l'obtention du subside promis par le SPW ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/743-52 (n° de projet 20110008) et sera financé par emprunt et subsides;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er}. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-21-SG-RP et le montant estimé du marché "Acquisition d'une épandeuse d'émulsion de bitume", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 14.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée:

- Ets DE BRUYCKER, Klokhoofstraat 16 à 8400 Oostende
- WIRTGEN Belgium B.V.B.A., Schoonmansveld 19A à 2870 Puurs
- THIRY Location SPRL, Chaussée de Chimay 108 à 6500 Solre-Saint-Géry
- SIX EQUIPMENT S.A., rue de Tournai 192 à 7973 Stambruges.

Article 4. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 29 avril 2011 à 15.00 h.

Article 5. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/743-52 (n° de projet 20110008). L'acquisition de l'appareil faisant l'objet de cette procédure de marché public, reste conditionnée à l'obtention du subside promis par le SPW – Direction générale opérationnelle « Routes et Bâtiments » - DG01 – Département des Infrastructures subsidiées.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**16. TRAVAUX – MARCHE DE SERVICE – DESIGNATION D'UN
COORDINATEUR SECURITE ET SANTE (PROJET ET REALISATION) DES
TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE – DROIT DE TIRAGE 2010-2012 –
MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Technique a établi un cahier spécial des charges n° 2011-01-RP pour le marché ayant pour objet "Désignation d'un coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour les « Travaux d'entretien de voiries – Droit de tirage 2010 - 2012 » ;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Désignation d'un coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour les « Travaux d'entretien de voiries – Droit de tirage 2010 - 2012 » le montant estimé s'élève à 2066,12 € hors TVA ou 2.500,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 421/73360:20100067.2010 (n° de projet 20100067) ;

Considérant que ces crédits sont insuffisants pour couvrir la dépense ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges n° 2011-01-RP et le montant estimé du marché ayant pour objet "Désignation d'un coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour les « Travaux d'entretien de voiries – Droit de tirage 2010 - 2012 » ", établis par le Service Technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 2066,12 € hors TVA ou 2.500,00 €, 21% TVA comprise;

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 421/73360:20100067.2010 (n° de projet 20100067).

Article 4. - Les crédits supplémentaires pour couvrir la dépense seront inscrits en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2011.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**17. MP 2011-06-SG-EB RELATIF A L'ACHAT DE FOURNITURES DIDACTIQUES
POUR LES ECOLES COMMUNALES – ANNEE 2011-2012 – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-06-SG-EB relatif au marché "Fournitures didactiques pour les Ecoles communales - année 2011-2012" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 22.314,04 € hors TVA ou 27.000 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, articles 721/124-02, 72101/124-02, 72102/124-02, 722/124-02, 72201/124-02 et 72202/124-02 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} . - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-06-SG-EB et le montant estimé du marché "Fournitures didactiques pour les Ecoles communales - année 2011-2012", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 22.314,04 € hors TVA ou 27.000 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, articles 721/124-02, 72101/124-02, 72102/124-02, 722/124-02, 72201/124-02 et 72202/124-02.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**18. MP 2011-07-SG-EB RELATIF A LA DESIGNATION D'UN PRESTATAIRE
POUR LES COURS DE LANGUE DESTINES AUX ENFANTS – ANNEE
SCOLAIRE 2011-2012 – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER
SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-07-SG-EB pour le marché "Désignation d'un prestataire pour les cours de langue destinés aux enfants - année scolaire 2011-2012";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.917,35 € hors TVA ou 11.999,99 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, article 76101/124-06 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er}. - D'approuver la description technique N° 2011-07-SG-EB et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour les cours de langue destinés aux enfants - année scolaire 2011-2012", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 9.917,35 € hors TVA ou 11999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, article 76101/124-06.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**19. MP 2011-14-SG-GU RELATIF A LA DESIGNATION D'UN AUTEUR DE
PROJET POUR LA RENOVATION DE LA SALLE DES FETES DE VACRESSE-
MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-14-SG-GU pour le marché "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation de la Salle des fêtes de Vacresse" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 762/733-60 (n° de projet 20110023) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1^{er}** - D'approuver la description technique N° 2011-14-SG-GU et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation de la Salle des fêtes de Vacresse", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise
- Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3.** - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 762/733-60 (n° de projet 20110023).
- Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

20. MP 2011-18-SG-GU RELATIF A LA DESIGNATION D'UN COORDINATEUR SECURITE ET SANTE (PROJET ET REALISATION) POUR LA RENOVATION DE LA SALLE DES FETES DE VACRESSE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-18-SG-GU relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour la rénovation de la salle des fêtes de Vacresse" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 762/733-60 (n° de projet 20110023) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-18-SG-GU et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour la rénovation de la salle des fêtes de Vacresse", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 762/733-60 (n° de projet 20110023).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. MP 2011-15-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UN CAR POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS, CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET LISTE DES SOCIETES A CONSULTER – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur la façon de réaliser l'estimation :

« sur quel nombre de places allez-vous vous baser ? Cela ne figure pas dans les critères d'attribution. De plus, un des critères d'attribution est le prix pour 50% et donc, logiquement, l'offre du soumissionnaire qui propose un car de 25 places sera moins élevée que l'offre d'un autre soumissionnaire qui propose un car de 35 places. Cela veut dire que d'office l'offre avec le car de 25 places sera choisie ? Comment allez-vous procéder ? ».

La Présidente veillera à ce que le Cahier spécial des charges soit adapté.

Monsieur MULLER demande si le bus qui va être remplacé roule encore ?, si oui est-il en ordre de contrôle technique ? et souhaite savoir si les réparations ont été effectuées ?

A ces trois questions la Présidente répond affirmativement.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-15-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un car pour l'Administration communale" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 45.454,54 € hors TVA ou 54.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que la date du 27 mai 2011 à 15.00 h est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/743-98 (n° de projet 20110020) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} . - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-15-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un car pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 45.454,54 € hors TVA ou 54.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée:

- EvoBus Belgium SA - MERCEDS-BENZ, Z.4 Broekooi 270 à 1730 Kobbegem
- AB MONS, rue du Grand Courant 10 à 7033 Cuesmes
- BOIS D'ENGHIEN, chaussée de Mons 71 à 7060 Soignies
- SCANIA MONS, rue du Grand courant 30 à 7033 Cuesmes
- UNIVERSAL TRUCKS HAINAUT S.A., route du Grand Peuplier à 7110 Strépy-Bracquegnies
- Ets GENIE ROUTE, Zoning industriel de Fleurus à 6220 Fleurus

Article 4. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 27 mai 2011 à 15.00 h.

Article 5. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 6. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/743-98 (n° de projet 20110020).

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. MP 2011-19-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE ET POSE D'UNE CUVE ET D'UN MONUMENT FUNERAIRE AU CIMETIERE D'HERCHIES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-19-SG-GU pour le marché “Fourniture et pose d’une cuve et d’un monument funéraire au cimetière d’Herchies” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 5.371,90 € hors TVA ou 6.500,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu’il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2011, article 878/725-54 (n° de projet 20110042) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l’unanimité

Article 1^{er} . - D’approuver la description technique N° 2011-19-SG-GU et le montant estimé du marché “Fourniture et pose d’une cuve et d’un monument funéraire au cimetière d’Herchies”, établis par le Service Juridique. Le montant estimé s’élève à 5.371,90 € hors TVA ou 6.500,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2011, article 878/725-54 (n° de projet 20110042).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

23. URBANISME – CREATION D’UN LOTISSEMENT DE SIX LOTS DONT TROIS A BATIR AU CHEMIN DE LA FERME A ERBISOEUL, SECTION A N°138 F – APPROBATION

Arrivée de Mme ROBETTE-DELPUTTE Francine.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 12 décembre 2011 par le Géomètre Jonville mandaté par Monsieur et Madame Ghosez et relative à un projet de lotissement sur le terrain sis Chemin de la Ferme à 7050 Erbisoeul, cadastré section A n°138 f;

Vu le projet porte sur la création de 6 lots dont 3 comme terrain à bâtir;

Vu que l’avis de la S.W.D.E. a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 26/01/2010 et 27/01/2010 est favorable conditionnel ;

Vu que l'avis de la direction du Développement rural a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 22/01/2010 est favorable ;

Vu l'enquête publique réalisée du 13/01/2010 au 27/01/2010 pour le motif suivant : articles 330,9° du C.W.A.T.U.P. : création d'un lotissement de 6 lots dont 3 comme terrain à bâtir ;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique sept lettres de réclamations ont été introduites;

Considérant que celles-ci sont en partie justifiée et qu'il convient de préserver la servitude de la société des eaux et le sentier qui longent les lots 1 et 4 et de diminuer le gabarit des futures constructions en limitant la hauteur sous corniche entre 3 et 4,5 m ;

Vu l'avis défavorable du 3 juin 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Vu que l'avis du Commissaire voyer a également été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 14/05/2010 est favorable conditionnel et conclut que le Géomètre Expert doit ajouter son métré au dossier afin de compléter la demande de permis de lotir et afin qu'un avis favorable puisse être remis;

Vu que le Géomètre Expert a introduit un métré descriptif en date du 15/10/2010 ;

Vu que le Commissaire voyer, dans son avis du 19/11/2010 a estimé que celui-ci était toujours incomplet ;

Vu que le Géomètre Expert a introduit un complément à son métré descriptif en date du 6/12/2010 ;

Vu que le Hainaut Ingénierie Technique a déclaré dans son avis réceptionné le 21/01/2011 qu'il ne présentait plus d'objection aux métrés introduits par le Géomètre Expert, que la demande est donc complète de son point de vue ;

Vu la décision du Collège communal du 31/01/2011 ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.,
2. en respectant l'avis de la S.W.D.E.;
3. en limitant la profondeur de bâtisse à 20 mètres,
4. en imposant que la hauteur sous corniche du volume principal soit comprise entre 3 et 4,5 m, hauteur prise à partir du niveau du rez-de-chaussée de l'habitation.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

24. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – MISE A DISPOSITION DE LA SALLE CULTURELLE « JACQUES GALANT » LE 15 AVRIL 2011 POUR L'ENTRAINEUR DU F.C. VACRESSE, ROUTE D'ATH N°419 A 7050 JURBISE AFIN D'ORGANISER UN SOUPER DONT LES BENEFICES RECOLTES PERMETTRONT A L'EQUIPE DES CADETS 1A DU FC VACRESSE DE PARTICIPER A UN TOURNOI A BREDA EN HOLLANDE-RATIFICATION

Mademoiselle MORCLETTE intervient comme suit :

- *La convention est ici contractée avec un particulier, l'entraîneur du FC Vacresse alors que le règlement communal relatif à la location et mise à disposition des salles communales stipule à son article 23 : « Les salles de l'Administration Communale ne sont mises qu'à disposition des associations et sociétés reconnues, à l'exception du Foyer culturel de Masnuy-Saint-Jean, qui peut être mis à disposition des particuliers ».*
- *Pourquoi ne pas avoir signé la convention avec le FC Vacresse ? Est-ce une manière détournée de cacher un subside qui est attribué au FC Vacresse ?*
- *La délibération mentionne : « au profit des minimes » alors que la demande et la convention mentionnent : « au profit des cadets ».*
- *Pour finir, cette gratuité partielle de la location de la salle "se traduit" par un manque à gagner pour la Commune.*

De manière globale :

« Madame la Présidente, si en début de séance vous avez modifié le libellé des décisions des points 24 à 27, et donc soumis ces points pour ratification au Conseil Communal et non comme initialement prévu pour approbation au Conseil, c'est uniquement parce qu'il a été relevé par le groupe CDH lors de la consultation des dossiers qu'une fois de plus les procédures en vigueur non pas été suivies.

A savoir, quatre dossiers d'occupation de salle sont soumis au Conseil Communal de ce jour alors que les conventions de location sont déjà signées par Madame la Bourgmestre et par le Secrétaire communal qui certifie un acte authentique. Ce sont des faux en écriture. Une des conventions est même signée par toutes les parties en date du 25/01/11.

De plus, aucune urgence ne justifiait une ratification des décisions au vu des dates de location.

Faut-il vous rappeler que c'est de la compétence seule du Conseil Communal de décider (cfr circulaire budgétaire et règlement location).

On prône la bonne gouvernance. Ici, il n'y a aucune considération pour les Conseillers. Après le marquage au sol (réalisé 5 mois avant de passer au Conseil) et le serveur (commandé avant une délibération officielle), les conventions de location ! Pourquoi encore présenter les dossiers au Conseil communal ?

Dans ces conditions, le groupe CDH ne prendra pas part au vote puisque vous n'avez pas besoin de nous. Le groupe CDH n'a pas d'avis à donner sur des documents déjà signés !

Nous quittons la séance pour montrer notre mécontentement ».

Départ du Groupe CDH : Mademoiselle MORCRETTE C. et Monsieur MULLER L.

La Présidente déplore l'attitude du groupe CDH. Elle rétorque qu'elle a bien précisé en début de séance qu'il ne s'agissait pas d'approbations mais de ratifications et que cette correction était à apporter suite à une erreur dans le libellé de la convocation.

De plus ayant apporté la correction personnellement en début de séance, la Présidente constate que l'attitude du groupe CDH est plus de jouer sur les mots que de faire une politique constructive et leur souhaite une bonne soirée !

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009, et modifié le 2 février 2010 ;

Souhaitent occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par la situation sociale ou économique du preneur ;

- Mr. SCORSCI Stéphane, F.C. Vacresse, route d'Ath 419 à 7050 JURBISE, organisation d'un repas dont les bénéfices serviront à partir avec l'équipe des minimes du F.C. Vacresse en HOLLANDE lors d'un tournoi international. Mise à disposition : 15/04/2011. Tarif demandé : 129,50 EUR (100 EUR pour le nettoyage et 29,50 EUR pour les assurances).

Après en avoir délibéré ;

DECIDE : par 17 voix pour et 1 abstention.

Article 1^{er} : De permettre à Mr. SCORSCI Stéphane, F.C. Vacresse, route d'Ath 419 à 7050 JURBISE, organisation d'un repas dont les bénéfices serviront à partir avec l'équipe des minimes du F.C. Vacresse en HOLLANDE lors d'un tournoi international d'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par la situation sociale ou économique du preneur Mise à disposition : 15/04/2011. Tarif demandé : 129,50 EUR (100 EUR pour le nettoyage et 29,50 EUR pour les assurances).

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal intérimaire pour disposition et à l'intéressé pour information.

25. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – MISE A DISPOSITION DE LA SALLE CULTURELLE « JACQUES GALANT » LES 14, 15, 16 OCTOBRE 2011 POUR L'ORGANISATION DE TOILE EMOI 2011 PAR LE CENTRE D'ACTION LAIQUE - RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009, et modifié le 2 février 2010 ;

Souhaite occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée ;

- Le Centre d'Action Laïque de JURBISE, Mr. Henri POOLS, route d'Ath 267 à 7050 JURBISE pour l'organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI les 14, 15 et 16 octobre 2011. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Après en avoir délibéré ;

DECIDE : par 17 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : De permettre au Centre d'Action Laïque de JURBISE, Mr. Henri POOLS, route d'Ath 267 à 7050 JURBISE pour l'organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI d'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée les 14, 15 et 16 octobre 2011. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

D'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée et de transmettre ces informations à l'intéressé.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal intérimaire pour disposition et à l'intéressé pour information.

26. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – LOCATION DE L'ORANGERIE POUR LA DODGE COMPANY (PRESENTATION DE VEHICULES MILITAIRES LES 24, 25 ET 26 JUIN 2011 (VOIR 2010) - RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009, et modifié le 2 février 2010 ;

Souhaite occuper l'Orangerie de la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée ;

- La DODGE COMPANY, Mr. MATHIEU Geoffrey, Place Geoffrey de Looze 3/f1 à 7000 MONS, organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens. Mise à disposition de l'Orangerie uniquement du 24 au 26 juin 2011. Tarif forfaitaire demandé : 125 EUR.

Après en avoir délibéré ;

DECIDE : par 17 voix pour et 1 abstention.

Article 1^{er} : De permettre à La DODGE COMPANY, Mr. MATHIEU Geoffrey, Place Geoffrey de Looze 3/f1 à 7000 MONS, organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens d'occuper la salle annexe à la salle Jacques GALANT dénommée Orangerie sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée Mise à disposition de l'Orangerie uniquement du 24 au 26 juin 2011. Tarif forfaitaire demandé : 125 EUR.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal intérimaire pour disposition et à l'intéressé pour information.

27. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – MISE A DISPOSITION DE LA SALLE « JACQUES GALANT » LE 29 OCTOBRE 2011 POUR LA FOIRE AUX VETEMENTS POUR ENFANTS DE LA LIGUE DES FAMILLES - RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009, et modifié le 2 février 2010 ;

Souhaite occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée ;

- La Ligue des Familles, rue du Bouillon 13 à 7050 MASNUY-SAINT-PIERRE, foire aux jouets, articles de puériculture, vélos le 29/10/2011 pour un montant de 129,50 EUR (29,50 EUR assurances et 100 EUR nettoyage).

Après en avoir délibéré ;

Décide : par 17 voix pour et 1 abstention.

Article 1^{er} :

De permettre à La Ligue des Familles, rue du Bouillon 13 à 7050 MASNUY-SAINT-PIERRE, foire aux jouets, articles de puériculture, vélos le 29/10/2011 d'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée et de transmettre ces informations aux intéressés. pour un montant de 129,50 EUR (29,50 EUR assurances et 100 EUR nettoyage).

D'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal intérimaire pour disposition et aux intéressés pour information.

28. PERSONNEL – REGLEMENT DE TRAVAIL DE LA COMMUNE DE JURBISE
- MODIFICATIONS APORTEES SUITE AUX REMARQUES DES AUTORITES
DE TUTELLE - ADOPTION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement wallon à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêt du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la loi du 12 décembre 2002 modifiant la loi du 08 avril 1965 instituant les règlements de travail ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 05/03/2010 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 05/03/2010 ;

Vu la délibération du 15 juin 2010 adoptant le règlement de travail pour le personnel communal non-enseignant de la Commune de Jurbise ;

Vu l'Arrêté du Collège provincial du 30 septembre 2010 relatif à la délibération du 15 juin 2010 du Conseil communal concernant le règlement de travail ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 18/11/2010 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 10/12/2010 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1 :

D'adopter le règlement de travail repris en annexe de la présentation délibération.

Article 2 :

De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision à la Tutelle provinciale des communes, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal intérimaire.

**29. PERSONNEL – STATUT ADMINISTRATIF – DELIBERATION DU 15 JUIN 2010
DU CONSEIL COMMUNAL – FORMULATION ERRONNEE – RETRAIT DE LA
DELIBERATION - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 05/03/2010 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 05/03/2010 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15 juin 2010, relative au projet de statut administratif du personnel communal non-enseignant de l'Administration ;

Attendu que, à l'issue de diverses communications avec le SPW – Direction du Hainaut, ce dernier a attiré l'attention de l'Administration communale sur une erreur de formulation à l'article 1 de la délibération du 15 juin 2010, et conseillé de retirer cette délibération ;

Attendu que par ses arrêtés des 30 septembre et 28 octobre 2010, le Collège provincial a demandé diverses adaptations aux projets de règlement de travail et de statut pécuniaire du personnel communal non-enseignant de la Commune ;

Attendu que certaines des adaptations apportées aux deux documents précités, ont pour conséquence de modifier en profondeur le projet de statut administratif du personnel communal non-enseignant de la Commune, annexé à la délibération du 15 juin 2010 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire et justifié de représenter le projet de statut administratif adapté aux représentations syndicales, avant soumission au Conseil communal et aux autorités de tutelle ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - La délibération du 15 juin 2010 du Conseil communal, relative au projet de statut administratif du personnel communal non-enseignant, est retirée.

Article 2. - Le projet de statut administratif du personnel communal non-enseignant, modifié sur base des demandes d'adaptations des autorités de tutelle, sera représenté aux représentations syndicales avant soumission au Conseil communal et aux autorités de tutelle.

Article 3. - Un exemplaire de la présente délibération est remis à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

**30. PERSONNEL – COURRIER DU 27 JANVIER 2011 DU COLLEGE PROVINCIAL
- PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF A L'ALLOCATION DE FIN D'ANNEE
2010 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 2008 modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction du Trésor Public, applicable au personnel communal;

Vu le Statut pécuniaire de la Commune de Jurbise, adopté le 24 juin 1998 par le Conseil communal, et tout particulièrement son article 35 ;

Vu l'avis favorable émis à l'unanimité en séance du 02/12/2010 par les délégations du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS sur la fixation du mode de calcul de l'allocation de fin d'année 2010 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation

syndicale en date du 10/12/2010 ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 2011 du Collège provincial ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : - le montant de l'allocation de fin d'année 2010 sera calculé de la manière suivante :

Partie forfaitaire :

650 € à l'indice santé d'octobre 2008, adaptée :

Montant total de la partie fixe = $646,23 \text{ €} \times 113,46/110,64 = 662,70 \text{ €}$

Dont la partie exonérée de cotisation = $303,5040 \text{ €} \times 113,46/110,64 = 311,24 \text{ €}$

Partie soumise (différence) = $662,70 \text{ €} - 311,24 \text{ €} = 351,46 \text{ €}$

Partie variable :

La partie variable s'élève à 2,5% de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

Article 2 : - les allocations de fin d'année sont payables conformément aux dispositions du statut pécuniaire.

Article 3 : - un extrait de la présente délibération sera transmis à Monsieur le Receveur intérimaire pour liquidation.

31. MP 2011-22-SG-RP REMPLACEMENT DE LA TOITURE DE L'ECOLE D'ERBISOEUL – APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-22-SG-RP relatif au marché "Remplacement de la toiture de l'Ecole d'Erbisoeul" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 165.643,80 € hors TVA ou 200.429,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/723-60 (n° de projet 20100029) et sera financé par emprunt;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-22-SG-RP et le montant estimé du marché "Remplacement de la toiture de l'Ecole d'Erbisoeul", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 165.643,80 € hors TVA ou 200.429,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au Bulletin des Adjudications.

Article 4. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/723-60 (n° de projet 20100029).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

32. QUESTIONS ORALES

Précisions apportée par la Présidente à la demande de Madame SENECAUT lors de la séance du 25 janvier 2011, concernant les locations par Monsieur Xavier DUREL et Functional Move :

- Xavier DUREL est le responsable attitré du club de sport « Xasport », fondé en 2006 et constitué en association de fait avec Monsieur Eric DELCROIX. Monsieur Xavier DUREL donne les cours de Dance Boxing, tandis que Monsieur Eric DELCROIX donne les cours de Combat libre. La situation de ce club ne pose donc aucun problème en soi.
- Madame Fabienne ROLAND gère seule le club de sport « Functional Move », qui organise des cours de gym pour seniors une fois par semaine. Dans le cadre de cette activité, il n'y a donc pas de raison pour que le club de Madame Roland soit considéré

différemment que n'importe quel autre club actif sur l'entité. L'intéressée exerce cette activité à titre indépendante, ce qui justifie le fait que le club « Functional Move » paye une location pour la salle, à l'inverse de tous les autres clubs sportifs de l'entité.

Madame SENECAUT ne se satisfait pas de cette réponse et réitère sa question initiale :

« Lorsque le conseil communal a voté sur les subventions données par la Commune à des asbl, sociétés,... il a été convenu que la Commune dérogerait expressément à la circulaire ministérielle en réclamant systématiquement au bénéficiaire de l'aide les bilans, pièces justificatives comptables,... dès lors que le subside dépassait les 1.200 €.

Qu'en est-il pour les activités organisées par Dance Boxing et Functional Move dans la mesure où pour Dance Boxing l'organisateur ne doit payer que 175 € par mois pour occuper la salle communale alors que les tarifs normaux seraient de 300 € (organisateur extérieur à l'entité de JURBISE) x 4 jours = 1.200 € x 4 semaines/mois = 4.800 €/mois, soit une somme de 57.600 € sur une année ?

Le subside est dès lors nettement supérieur aux 1.200 €. Quelles sont les pièces comptables qui vont être réclamées à Dance Boxing, Functional Move ainsi que les autres organisateurs. L'avertissement-extrait de rôle pourrait éventuellement être réclamé dans la mesure où les honoraires perçus par l'organisateur doivent être déclarés à l'administration fiscale. ».

La Présidente signale que suite à la demande de Mademoiselle MORCLETTE en séance du 25 janvier 2011 et portant sur la convention d'occupation des parkings face à la poste et adaptée au bénéfice de Bpost, que la convention a été adaptée le 04 novembre 2009, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 03 novembre 2009.

Madame SENECAUT regrette vivement qu'après avoir assisté le mardi 24 février 2011 à la présentation en public du projet de schéma de structure, sa demande en vue d'obtenir les notes lui soit refusée.

La Présidente s'en explique.

HUIS CLOS

La Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,